

# Impact de l'audit national endoscopie : résultats de l'enquête 2016

A. Adé<sup>1</sup>, D. Verjat-Trannoy<sup>1</sup>, K. Lebascle<sup>1</sup>, M. Aupée<sup>2</sup>, V. Delannoy<sup>3</sup>, MA. Ertzscheid<sup>2</sup>, N. Jouzeau<sup>4</sup>,  
C. Laland<sup>3</sup>, D. Landriu<sup>1</sup>, E. Laprugne-Garcia<sup>5</sup>, L. Simon<sup>4</sup>, P. Astagneau<sup>1</sup>

1- CCLin Paris-Nord, 2- CCLin Ouest, 3- CCLin Sud-Ouest, 4- CCLin Est, 5- CCLin Sud-Est

P-166

## Introduction

- En 2015, un audit national a été organisé sur le thème de la prévention du risque infectieux en endoscopie auquel ont participé 699 établissements de santé (ES). Cet audit a permis de mettre en évidence des écarts aux recommandations nécessitant des améliorations.
- Afin de connaître la nature des actions mises en œuvre par les ES et leur état d'avancement, une enquête d'impact leur a été proposée quelques mois après la fin de l'audit national (du 25/03/16 au 15/04/16).

## Matériel et méthodes

- ES concernés** : ES volontaires ayant participé à l'audit national 2015 et en cours d'élaboration d'un plan d'action au moment de l'enquête
- Réponse au questionnaire anonyme en ligne** : membres de l'EOH ou référent de l'audit
- Contenu du questionnaire** : 30 questions réparties sur 5 thèmes
- Thèmes** : A-Locaux et équipements ; B-Pratiques et organisation ; C-Personnel et formation ; D-Matériel et produits ; E-Procédures et traçabilité ; F-Assurance qualité et gestion des risques
- Réponses proposées selon l'état d'avancement** : action non nécessaire, action terminée, action en cours, action programmée, action non envisagée.
- Questions supplémentaires** : 1 à 3 actions jugées prioritaires par les ES et besoins des ES en termes d'aide et d'accompagnement par les structures d'appui

## Résultats

❖ Taux de participation des ES : 36% (N=249/699 ES)

❖ Etat d'avancement majoritaire des actions jugées nécessaires (tableau ci-dessous)

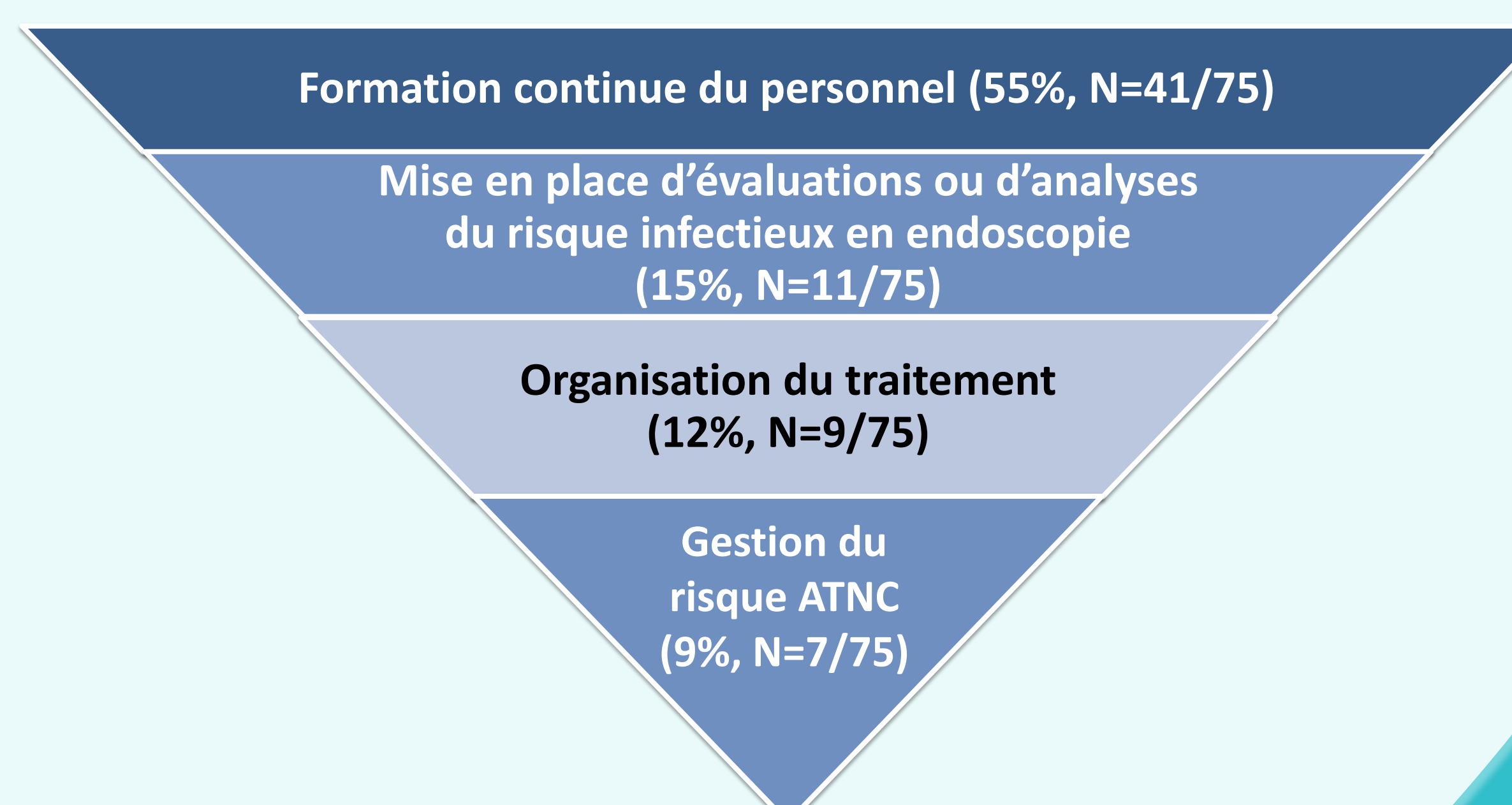
Actions terminées	Actions en cours	Actions programmées	Actions non envisagées (à la date d'enquête)
<ul style="list-style-type: none"> <li>Meilleure distinction des zones « sales » et « propres » (A) : 22% des ES</li> <li>Amélioration du prétraitement (B) : 16% des ES</li> <li>Procédures de traitement et traçabilité (E) : 14% à 20% des ES</li> <li>Acquisition d'écouvillons adaptés (D) : 13% des ES</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en place de programmes de formation (C) : 24 à 29% des ES</li> <li>Assurance-qualité et gestion des risques (F) (hors EPP) : 18 à 25% des ES</li> <li>Amélioration des pratiques et de l'organisation (B) (hors prétraitement) : 17% à 24% des ES</li> <li>Document de correspondance écouvillons/canaux (D) : 19% des ES</li> <li>Actualisation de la fiche de poste (C) : 18% des ES</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation aux nouveaux matériels et produits (C) : 20% des ES</li> <li>Travaux et reconfiguration des locaux (A) : 19% des ES</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>EPP sur le traitement des endoscopes ou autre thème de l'endoscopie (F) : 26% des ES</li> <li>Maintenance préventive des LDE (A) : 26% des ES</li> <li>Achat d'endoscopes (D) : 23% des ES</li> <li>Achat d'équipement ou de matériel pour la marche en avant (A) : 17% des ES</li> <li>Changement au niveau de l'équipe de traitement (B) : 16% des ES</li> </ul>

❖ Répartition des actions jugées prioritaires par les ES (N=619 actions) :

Thème	Nb et % d'actions
A Locaux et équipements	117 (19%)
B Pratiques et organisation	51 (8%)
C Personnel et Formation	107 (17%)
D Matériel et produits	39 (6%)
E Procédures et traçabilité	133 (21%)
F Assurance-qualité et gestion des risques	70 (11%)
Autres actions prioritaires	102 (16%)
<b>Total</b>	<b>619 (100%)</b>

❖ Besoins des ES en termes d'aide et d'accompagnement par les structures d'appui

- ES concernés : 30% des ES (N=75/249 ES)
- Les 4 principaux thèmes cités sont :



## Conclusion

Ces résultats confirment l'intérêt des démarches nationales d'évaluation : très incitatives, elles donnent l'occasion aux ES de revoir la stratégie, l'organisation, les pratiques et parfois l'agencement des locaux dans un domaine précis.

Cette enquête d'impact a permis de vérifier que la plupart des points critiques relevés lors de l'audit national avaient fait l'objet d'actions d'amélioration, une bonne part étant déjà finalisées. La formation du personnel doit être soutenue par des actions régionales et locales menées en collaboration avec les professionnels d'endoscopie.